



ARCOM RENNES
Rapport d'activité 2022

I. Composition et fonctionnement du comité

A. Composition

1. Membres

Nom	Secteur	Date de dernière nomination	Date de fin de mandat
<u>Président :</u> Monsieur Michel Hoffmann Monsieur Eric Kolbert	Rennes Rennes	10/04/2018 22/11/2022	09/04/2022 21/11/2026
<u>Membres :</u> Madame Evelyne Bocquenet Madame Rozenn Milin Monsieur Jean-Hervé Gazio Monsieur Gilles Suignard Monsieur Denis Ruellan Catherine Billard	Nantes (44) Plouguerneau (29) Rennes (35) Rennes (35) Lannion (22) Nantes (44)	19/09/2018 11/09/2020 20/02/2019 20/02/2019 27/02/2019 21/09/2022	18/09/2022 10/09/2024 19/02/2023 19/02/2023 26/02/2023 20/09/2026

En l'absence de président, Madame Bocquenet a assuré la fonction de présidente par intérim entre le 9 avril et le 18 septembre 2022 et Monsieur Gilles Suignard entre le 19 septembre et le 22 novembre 2022.

2. Agents :

Nom	Fonction
Madame Valérie Poublan	Secrétaire générale
Monsieur Olivier Etienne	Attaché territorial de l'audiovisuel
Madame Nelly Cochet*	Secrétaire assistante

(*) Mise à disposition du CTA par la Préfecture d'Ille-et-Vilaine.

B. Fonctionnement du CTA

Le comité s'est réuni 12 fois en 2022, soit à distance, grâce aux outils de visio-conférence (Gotomeeting), soit en présentiel (majoritairement).

II. Paysage audiovisuel

A. Paysage radiophonique FM

En FM, les services de catégorie A rassemblent des radios très différentes : radios en langue bretonne, radios généralistes de proximité, radios étudiantes, communautaires, confessionnelles, rurales...

Les services de catégorie B sont très hétérogènes. Seul un opérateur (sur 18) n'appartient pas au GIE les Indés Radios. D'autres couvrent une à cinq zones et réalisent un

véritable programme de proximité. D'autres enfin constituent de véritables réseaux régionaux ou extra-régionaux (HIT WEST et ALOUETTE), diffusant un programme musical et d'informations commun à l'ensemble des zones sur lesquelles ils sont autorisés, avec un décrochage d'informations et rubriques locales, d'une durée quotidienne de 17 minutes à 21 minutes, avec une logique de plaques départementales.

Les catégories C, D et E n'ont connu en 2022 aucun bouleversement majeur, mais en 2023, à l'issue de l'appel aux candidatures FM général, l'organisation territoriale du service Europe 2, qui maintient ses programmes locaux spécifiques en catégorie C, sera modifiée dans le ressort de l'Arcom Rennes, avec vraisemblablement des suppressions de cabines journalistiques et un regroupement des équipes dans les métropoles. A Angers, l'opérateur, sélectionné en catégorie D en raison de la suppression de la cabine journalistique et du programme d'intérêt local spécifique à la zone, a finalement fait marche arrière et bénéficiera bien d'une autorisation renouvelée en catégorie C à la suite du recours gracieux déposé auprès de l'Arcom contre la décision de sélection.

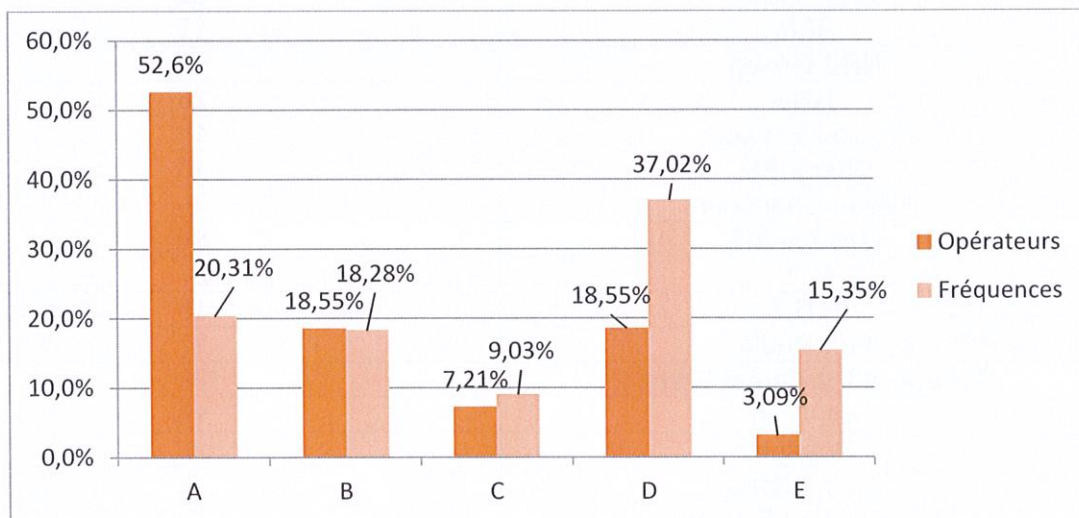
En catégorie C, il n'existe plus aucun opérateur franchisé indépendant depuis 2015.

1. Répartition quantitative des opérateurs privés autorisés en FM par catégorie au 31 décembre 2022

Catégorie	A	B	C	D	E	Total
Opérateurs	51	18	7	18	3	97*
Fréquences	90	81	40	164	68	443

*117 opérateurs FM + DAB+

2. Répartition des opérateurs privés et des fréquences par catégorie



3. Répartition des fréquences FM du secteur privé par département

Au 31 décembre 2021, la répartition des fréquences attribuées par département s'établit comme suit :

Département	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Catégorie D	Catégorie E	Nombre de fréquences par département

22	11	10	4	23	9	57
29	19	12	8	35	15	89
35	13	10	6	21	10	60
44	14	10	9	16	6	55
45	1	-	-	-	-	1
49	11	11	4	18	6	50
56	13	17	3	26	10	69
85	08	11	6	25	12	62
nombre de fréquences par catégorie	90	80	40	164	68	443

4. Répartition par groupe d'opérateurs

Nombre de fréquences par groupes par rapport au total des fréquences exploitées dans le ressort du CTA au 31 décembre 2022 :

Groupes et réseaux	Nombre de fréquences
Catégorie A	90
Catégorie B	81
Lagardère Active	69
Europe 1	31
Virgin Radio	23
RFM	15
NRJ Group	65
NRJ	26
Radio Nostalgie	14
Chérie FM	16
Rire et Chansons	9
Groupe M6	59
RTL	27
RTL2	15
Fun Radio	17
Groupe SIPA-Ouest France	26
Hit West	16
Océane	4
Océane Breizh	3
Océane Nord Bretagne	3
Nakama	25
Skyrock	25
Espace Group	21
Jazz Radio	1
M Radio	21
Altice	14
RMC	10
BFM Business	4
LVMH	9

Radio Classique	9
Nova Press	4
Nova	3
TSF Jazz	1
Group 1981	6
Oui FM	2
Vibration	1
Forum Maine-et-Loire	3
FG Concept	1
Radio FG	1
Regroupement des radios musulmanes de France-Radio Orient	1
Radio Orient	1

5. Radios publiques en FM

Nombre de fréquences par services classées par département :

Dépt	France Bleu	France Inter	France Musique	France Culture	France Info	Mouv'	FIP	Total
22	10	10	10	10	4	-	-	44
29	10	10	11	11	7	1	-	50
35	6	6	6	6	5	1	1	31
44	3	3	3	3	4	1	2	19
49	1	2	2	2	3	1	-	11
56	5	6	5	5	2	1	-	24
85	5	4	3	3	4	-	-	19
Total	40	41	40	40	29	5	3	198

6. Faits marquants en lien avec le paysage radiophonique FM

Radio Bonheur a déposé un recours devant la cour administrative d'appel de Paris contre la décision du CTA de Rennes du 15 mars 2021 d'autoriser la radio temporaire Légende FM à Plouguerneau du 1^{er} avril au 31 octobre 2021, et contre la décision implicite née le 25 juillet 2021 par laquelle le CSA a rejeté le recours administratif formé par la société Média Bonheur.

La CAA de Paris a, par un arrêt du 5 juillet 2022¹, rejeté la requête de la SARL Média Bonheur, en mettant en avant le fait que Légende FM proposait une programmation saisonnière au sens de l'article 28-1 de la loi de 1986 précitée. En outre, la CAA a précisé que la perception de recettes publicitaires par ce service, son autorisation temporaire sur plusieurs années ou encore son souhait d'obtenir une fréquence pérenne constituaient des éléments qui n'avaient aucune incidence sur la légalité de la décision du CTA.

¹ CAA de Paris, 8^{ème} chambre, arrêt du 5 juillet 2022 (21PA04799).

La société Média Bonheur a formé devant le Conseil d'Etat un pourvoi en cassation contre cet arrêt.

L'arrivée d'un nouvel acteur en matière de diffusion dans la zone de Brest, l'entreprise Valocôme, concurrente des diffuseurs TDF et Towercast, a mis en difficulté une radio de catégorie A, Radio Neptune. Cette dernière émet en autodiffusion, avec un pylône lui appartenant et déjà amorti financièrement, sur le toit d'un immeuble situé au centre-ville de Brest dans le cadre d'une convention d'occupation passé avec l'Office public de l'Habitat de Brest Métropole. Cette convention n'a pas été renouvelée par la ville, qui a préféré confier la jouissance de l'emplacement à la société Valocôme, à compter de la fin du bail de Radio Neptune le 31 décembre 2022. Ainsi, la radio, fin janvier 2022, s'est retrouvée devant le fait accompli, Valocôme lui demandant de libérer l'emplacement qu'elle occupait à la fin de l'année 2022, et lui proposant de la diffuser, tout en précisant avoir un droit de préférence pour tout projet de vente, cession ou location de tout ou partie du site. L'opérateur associatif, qui avait investi dans son site de diffusion pour éviter justement de payer un loyer auprès d'un diffuseur, a tenté de trouver un autre site de diffusion ne mettant pas en péril son équilibre financier, dans la zone de Brest, sans succès. Il a finalement obtenu, après une négociation très tendue de plusieurs mois avec la ville de Brest et la société Valocôme, l'annulation de l'accord passé entre ces deux derniers acteurs.

C. Paysage DAB+

Un appel aux candidatures en DAB+ a été lancé dans le ressort du CTA de Rennes le 27 juillet 2017. Il concernait 5 allotissements (1 allotissement Nantes étendu et 4 allotissements locaux à Nantes, Saint-Nazaire et La Roche-sur-Yon) répartis sur les départements de la Loire Atlantique (44) et de la Vendée (85).

Les multiplexes locaux de Nantes et Saint-Nazaire ainsi que le multiplex étendu ont commencé leur diffusion en DAB+ le 2 juillet 2019, avec l'ensemble des opérateurs, et celui de La Roche-sur-Yon a commencé sa diffusion le 4 octobre 2019.

L'appel DAB+ n° 7 lancé le 24 juillet 2019, en cours de procédure, va permettre l'arrivée de nouveaux éditeurs dans les quatre départements bretons et dans le département du Maine-et-Loire par le biais des allotissements étendus, ainsi que dans les zones de Rennes, Brest et Angers par le biais d'allotissements locaux. Les radios autorisées dans l'allotissement local d'Angers ont commencé à émettre le 7 novembre 2022. Les radios des autres allotissements devraient commencer à émettre courant 2023.

L'appel DAB+ n°9 lancé le 27 juillet 2022 va permettre l'arrivée de nouveaux éditeurs dans les villes moyennes des quatre départements bretons par le biais d'allotissements locaux : Lorient, Vannes, Quimper, Morlaix, Ploërmel, Saint-Brieuc, Vitré.

Vivre FM, opérateur de catégorie A autorisé en DAB+ à Nantes depuis mai 2018, a décidé de renoncer à l'utilisation de la ressource qui lui avait été attribuée sur l'allotissement étendu de Nantes, pour des raisons financières. L'Arcom a donc abrogé l'autorisation de Vivre FM (décision 2022-549 du 28 septembre 2022). Il a également examiné la demande de








réserve prioritaire du gouvernement en date du 1^{er} mars 2019 au profit de Radio France pour la diffusion du DAB+ sur les allotissements étendus qui feront l'objet d'un appel aux candidatures, dès lors qu'une ressource sera rendue disponible, et a décidé d'autoriser France Bleu Loire Océan sur l'allotissement étendu de Nantes, en remplacement de Vivre FM.

Nombre d'opérateurs privés autorisés au 31 décembre 2022 :

Catégorie	A	B	C	D	E	Total
Total opérateurs	24	14	2	23	1	64

D. Paysage télévisuel local

Le CTA de Rennes compte sept chaînes locales se répartissant sur la région Bretagne et la région Pays de la Loire.

Chaînes		titulaire	Autorisation initiale	Zone de diffusion
VIÀANGERS		ANGERS LOIRE TÉLÉVISION	15/01/2013	Angers
TÉBÉO		TÉLÉVISION BRETAGNE OUEST	24/11/2009	Brest Finistère Guingamp Paimpol Perros-Guirec Tréguier
TÉBÉSUD		TÉLÉVISION BRETAGNE SUD	07/05/2014 20/11/2019	Vannes Lorient
TLC		ATV	07/01/2010	Nantes Vendée Maine-et-Loire
TÉLÉNANTES		N7 TV	18/01/2011	Nantes Vendée Loire Atlantique
TVR		RENNES CITE MÉDIA	14/10/2021	Rennes Ille-et-Vilaine Saint-Brieuc
TV VENDÉE		VENDÉE IMAGES	07/01/2010	Vendée Nantes

Le paysage télévisuel local a connu des modifications en 2022.

Télé Nantes : par courriel du 22 décembre 2021, La société N7 TV, titulaire de d'autorisation d'émettre au titre du service de télévision locale TELENANTES dans la zone de Nantes (44), a informé le comité qu'elle souhaitait modifier son capital. Son conseil d'administration a validé un projet de changement de capital le 16 décembre

2021, sous réserve de l'accord de l'Arcom, qui prévoit le rachat de 41,91% du capital détenus par l'association Télénantes par deux actionnaires à part égales, Ouest-France et Média 7. Il s'agit d'une modification substantielle avec changement de contrôle de la société autorisée, c'est donc l'Arcom qui est compétente pour instruire ce dossier.

Télévision Locale du Choletais : Par courriel en date du 15 janvier 2022, La société ATV, titulaire de l'autorisation d'émettre le service de télévision locale Télévision Locale du Choletais dans la zone de Cholet (49), a informé le comité qu'elle souhaitait modifier son capital. L'assemblée générale extraordinaire réunie le 5 janvier 2022 a agréé les cessions envisagées par les deux actionnaires de la société ATV à la société Média7, les parts devant être cédées au plus tard le 15 mai 2022. Cependant, ce projet de cession a été finalement annulé par le gérant de la chaîne, qui n'a pas obtenu le feu vert des collectivités locales qui soutiennent financièrement la télévision locale.

Angers Télé : la société Angers Loire Télévision titulaire d'une l'autorisation pour le service Angers Télé, qui venait récemment d'être reconduite, a saisi en juin 2022 le CTA de Rennes d'une demande de cession de 100 % de ses parts à la société Média7, appartenant à Jérôme Poulain. Il s'agit d'une modification substantielle avec changement de contrôle de la société autorisée, c'est donc l'Arcom qui est compétente pour instruire ce dossier.

Enfin, la chaîne morbihannaise Tébésud, qui appartient au groupe Le Télégramme, rencontre depuis plusieurs années de grandes difficultés financières en raison d'un désengagement progressif dans son financement des collectivités locales du Morbihan. Des solutions ne semblant pas pouvoir être trouvées à court et moyen terme, la pérennité de la chaîne est remise en question et dépendra du choix stratégique du groupe.

III. Activités du comité

A. Activité générale

Activité	Nombre	Commentaire
Réunions	12	
Avis	240	
Décisions	53	
Publications au JO (hors délibérations)	5	décisions

B. Activité détaillée

	Décisions	Avis	Avenant ou convention	Publication JO
Modifications	<u>42</u>	<u>14</u>	<u>40</u>	<u>2</u>
Administratives	14	12	14	-
Programmes	26	-	26	-
Techniques	2	2	-	2
Appels		<u>218</u>		
Recevabilité (nbre d'opérateurs)	-	109		
Propositions de présélection (nbre d'opérateurs)	-	109		
Reconductions	<u>7</u>	<u>18</u>	<u>3</u>	<u>3</u>
Reconductibilité (nbre d'opérateurs)	Radio = 3 Télé = 0	18		2
Reconductions (nbre d'opérateurs)	Radio = 0 Télé = 1			1
Négociation de conventions	Radio = 2 Télé = 1		3	
Autorisations temporaires	<u>4</u>			<u>4</u>
Radio	4			4
TV	-			-
Manquements / Infractions				
Mise en garde				
Mise en demeure				
Sanction				
TOTAL	53	240	43	9

Il est à noter que de très nombreuses conventions ne sont plus en vigueur depuis le 12 mai 2022, car beaucoup d'autorisations de radios (majoritairement en catégorie A, B et C) correspondant à 230 fréquences dans le ressort du comité sont arrivées à échéance à cette date, ce qui a pour conséquence de faire baisser mécaniquement le nombre de saisines du comité en matière de demandes de modifications administratives, techniques et de programmes.

C. Appels aux candidatures

-Appel DAB+ N° 7 du 24 juillet 2019 publié au JO le 2 août 2019

Par décision n° 2019-378 du 24 juillet 2019 parue au Journal officiel du 2 août 2019, le CSA a lancé un appel aux candidatures en DAB+ pour le développement de la radio numérique dans les zones de Rennes, Brest et Angers. Six allotissements ont été mis en appel dans le

ressort du CTA de Rennes : Rennes étendu, Rennes local, Brest étendu, Brest local, Angers étendu et Angers local. Le Conseil a arrêté sa sélection définitive lors de sa plénière du 1^{er} juillet 2020 :

Allotissement n° 18 – Rennes étendu	
2019 XV+ A019	RCF Bretagne
2019 XV+ A078	Radio BOA
2019 XV+ B005	Radio Bonheur
2019 XV+ B014	Alouette
2019 XV+ B039	Clazz
2019 XV+ D002	Chante France
2019 XV+ D004	TSF Jazz
2019 XV+ D010	Radio Nova
2019 XV+ D019	Radio FG
2019 XV+ D022	Oüi FM
2019 XV+ D025	Générations
2019 XV+ E001	Sud Radio
Service public	France Bleu Armorique (réservation prioritaire)

Allotissement n° 19 – Rennes local	
2019 XV+ A037	C'Lab
2019 XV+ A052	Radio Rennes
2019 XV+ A072	Quartier des Ondes
2019 XV+ A083	Canal B
2019 XV+ A085	Radio Laser
2019 XV+ A104	Euradio
2019 XV+ B004	Radio Caroline
2019 XV+ B066	Océane
2019 XV+ C005	Chérie FM Rennes
2019 XV+ C011	NRJ Rennes
2019 XV+ D001	Africa Radio
2019 XV+ D018	Inrocks Radio
2019 XV+ D020	Radio Pitchoun

Allotissement n° 20 – Angers étendu	
2019 XV+ A065	RCF Anjou
2019 XV+ B014	Alouette
2019 XV+ B034	Oxygène Radio
2019 XV+ B039	Clazz
2019 XV+ B059	Forum
2019 XV+ D002	Chante France
2019 XV+ D004	TSF Jazz
2019 XV+ D005	Radio Bonheur 100 % Chansons françaises
2019 XV+ D006	Radio Orient
2019 XV+ D010	Radio Nova
2019 XV+ D019	Radio FG
2019 XV+ E001	Sud Radio
Service public	France Bleu Loire Océan (réservation prioritaire)

Allotissement n° 21 – Angers local	
2019 XV+ A025	Radio G !
2019 XV+ A046	Sun
2019 XV+ A069	Radio Campus Angers
2019 XV+ A104	Euradio
2019 XV+ B047	Sweet FM
2019 XV+ B060	Vibration
2019 XV+ C005	Chérie FM Angers
2019 XV+ C011	NRJ Angers
2019 XV+ D001	Africa Radio
2019 XV+ D012	Melody
2019 XV+ D014	Crooner Radio
2019 XV+ D025	Générations
2019 XV+ D028	Virage Radio

Allotissement n° 22 – Brest étendu	
2019 XV+ A019	RCF Bretagne
2019 XV+ A078	Radio BOA
2019 XV+ B005	Radio Bonheur
2019 XV+ B022	Tempo programme Alouette
2019 XV+ B039	Clazz
2019 XV+ D002	Chante France
2019 XV+ D008	Radio Maria
2019 XV+ D010	Radio Nova
2019 XV+ D019	Radio FG
2019 XV+ D026	Jazz Radio
2019 XV+ D028	Virage Radio
2019 XV+ E001	Sud Radio
Service public	France Bleu Breizh Izel (réservation prioritaire)

Allotissement n° 23 – Brest local	
2019 XV+ A029	Radio Neptune
2019 XV+ A034	Arvorig FM
2019 XV+ A070	Fréquence Mutine
2019 XV+ A084	Radio U
2019 XV+ A110	Bretagne 5
2019 XV+ B029	Jaime Radio
2019 XV+ B040	RMN
2019 XV+ C005	Chérie FM Brest
2019 XV+ C011	NRJ Brest
2019 XV+ D003	CapSao
2019 XV+ D006	Radio Orient
2019 XV+ D022	Oüi FM
2019 XV+ D025	Générations

Les autorisations des éditeurs sélectionnés dans les allotissements d'Angers étendu et Angers local ont été validées par le Conseil le 10 novembre 2021. Celles des éditeurs des quatre autres allotissements restants ont été validées le 22 décembre 2021. La date d'entrée en vigueur des autorisations de l'allotissement Angers local a été fixée au 7 novembre 2022

(décision 2022-603 du 12 octobre 2022), celle de l'allotissement local de Rennes le 28 mars 2023 (décision 2023-205 du 8 mars 2023). Les radios des autres allotissements devraient commencer à émettre durant l'année 2023.

-Appel FM général du 24 novembre 2021 dans le ressort du CTA de Rennes.

Le CSA a lancé un appel aux candidatures FM général le 24 novembre 2021 dans le ressort du comité territorial de l'audiovisuel de Rennes, portant sur 268 fréquences réparties dans 66 zones :

- 230 fréquences issues d'autorisations arrivées définitivement à échéance de seconde reconduction le 12 mai 2022 ;

- 1fréquence issue d'une autorisation abrogée par le Conseil, à Vannes, dont l'autorisation correspondante délivrée à l'association Radio Pays d'Auray (*RMS 89.6*) a été abrogée le 17 juin 2020 du fait de la liquidation judiciaire de l'association. Elle a été mise en appel une première fois, le 25 novembre 2020, avant d'être retirée de cet appel à la suite du constat de l'existence d'une contrainte d'allotissement avec une fréquence de la zone de Lorient

- 37 nouvelles fréquences dont 8 en contrainte d'allotissement et 4 en contrainte d'assignation, réparties dans 20 zones.

Sur ces 37 fréquences, 7 ont fait l'objet d'une réservation prioritaire par Radio France, dans les zones suivantes : Lesneven, Landerneau, Carhaix, Quimperlé, Vitré, Loudéac et Cholet.

Une ressource a vu sa dénomination évoluer à l'issue des travaux de préparation de l'appel aux candidatures, afin d'optimiser celle-ci sur sa zone de desserte : Perros-Guirec 100,7 MHz devient Lannion 100,7 MHz.

La date limite de dépôt des dossiers a été fixée au 18 janvier 2022. 109 candidatures ont été déposées pour l'ensemble des zones, réparties ainsi : 50 en catégorie A, 25 en catégorie B, 7 en catégorie C 23 en catégorie D et 4 en catégorie E.

Après avis du CTA de Rennes du 14 février 2022, tous les dossiers de candidatures ont été jugés recevables par l'Arcom en réunion plénière du 9 mars 2022. Le 4 avril 2022, le comité a procédé à la présélection des dossiers, qu'il a présentée devant le groupe de travail Radio le 9 mai 2022. L'Arcom a arrêté sa sélection définitive lors de sa plénière du 13 juillet 2022.

Deux services ont finalement renoncé à leur sélection, en raison de difficultés techniques et financières liées à l'emplacement de sites géolocalisés associés à des zones de diffusion relativement restreintes : TSF Jazz à Saint-Malo et Radio Boa à Loudéac, Carhaix et Châteaulin. L'Arcom a donc sélectionné de nouveaux opérateurs pour ces quatre zones : Hit West à Saint-Malo (décision du 26 octobre 2022), Europe 1 à Loudéac, RMN à Châteaulin (en iso-fréquence avec Carhaix) et RTL à Carhaix (décision du 8 février 2023). Par ailleurs, Europe 2 Régions a déposé un recours gracieux concernant sa sélection en catégorie D sur

les zones d'Angers et Guingamp, en indiquant renoncer à la suppression de sa cabine journalistique à Angers, recours que l'Arcom a décidé, le 26 octobre 2022, d'accepter en autorisant cet opérateur en catégorie C sur ces deux zones.

L'Arcom devrait autoriser les éditeurs sélectionnés dans cet appel durant le premier semestre 2023.

L'appel DAB+ n°9 lancé le 27 juillet 2022 (décision n°2022-494) concerne dans le ressort du CTA de Rennes les allotissements locaux suivants : Lorient, Vannes, Quimper, Morlaix, Ploërmel, Saint-Brieuc, Vitré. Plus globalement, il concerne neuf CTA. Après réouverture de l'appel pour intégrer un allotissement supplémentaire (décision n°2022-552 du 28 septembre 2022), la date limite de dépôt des dossiers a été fixée au 22 novembre 2022. Pour le ressort du CTA de Rennes, 54 candidatures ont été déposées : 23 en catégorie A, 16 en catégorie C, 3 en catégorie C, et 12 en catégorie D.

D. Reconductions/Reconductibilités

-Autorisations FM arrivant à échéance les 13 ou 16 août 2023 :

- Opérateur de catégorie A (décision) :

Cette procédure concernait trois opérateurs de catégorie A dont les autorisations devaient arriver à échéance le 13 août 2023.

Le comité a pris connaissance en amont des bilans de ces opérateurs.

Aucun des critères de non-reconduction de l'article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée ne pouvant être retenu, le comité a décidé lors de sa réunion du 30 juin 2022 de prononcer la possibilité de reconduire pour cinq ans, hors appel aux candidatures, les autorisations concernées (délibérations de reconductibilité publiées aux JO du 29 et 30 juillet 2022).

Le comité a entrepris de renégocier les conventions de deux opérateurs (Arvorig FM et Timbre FM). Il a au cours de sa réunion du 16 janvier 2023 validé ces deux dernières et a décidé de reconduire les trois autorisations visées ci-dessus (publication au JO des 11 et 25 février 2023).

- Opérateurs de catégorie B multi-CTA, D et E (avis) :

Cette procédure concernait un opérateur de catégorie B multi-CTA (pour une fréquence), quatre opérateurs de catégorie C (pour cinq fréquences), dix opérateurs de catégorie D (pour 48 fréquences) et trois opérateurs de catégorie E (pour 16 fréquences) dont les autorisations devaient arriver à échéance les 13 ou 16 août 2023.

Le comité a pris connaissance en amont du bilan de ces opérateurs.

Aucun des critères de non-reconduction de l'article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée ne pouvant être retenu, le comité a été d'avis de prononcer la possibilité de

reconduire pour cinq ans, hors appel aux candidatures, les autorisations visées. L'Arcom a décidé de prononcer la reconductibilité de ces dernières le 6 juillet 2022 (délibération de reconductibilité publiée au JO les 21 et 22 juillet 2022).

L'ARCOM a reconduit ces autorisations le 18 janvier 2023 (JO des 12,15,16 et 18 février 2023).

-Autorisation arrivant à échéance le 20 février 2023 en télévision locale :

Le comité a décidé le 5 juillet 2021 de prononcer la possibilité de reconduire l'autorisation délivrée à la société Angers Loire Télévision exploitant la chaîne locale ViàAngers, basée à Angers, dont l'autorisation arrive à échéance le 20 février 2023. Il a procédé le 13 septembre 2021 à l'audition des représentants de la chaîne dans ses locaux, conformément à l'article 28-1 de la loi du 30 septembre 1986 modifiée.

Il a ensuite entrepris de renégocier la convention de ViàAngers (qui à cette occasion a changé de nom de service au profit d'Angers Télé) durant le premier semestre 2022. Il a au cours de sa réunion du 19 mai 2022 validé cette convention et a décidé de reconduire l'autorisation de la chaîne (décision de reconduction publiée au JO du 4 août 2022).

E. Contrôles techniques

Rubriques	Total
Temporaires (nombre d'instructions)	4
Modifications techniques FM (nombre d'études et suivis)	5
Modifications techniques TNT (nombre de visites sites et émetteurs)	0
Entraides inter CTA (nombre de jours)	0
Zones sensibles FM (Plaintes - nombre de déplacement)	16-5
-Zones sensibles TNT (jours Homme)	6
Vérifications fréquences DAB+	39
Vérifications fréquences TNT (nombre de Mux vérifiés)	0
Vérifications fréquences FM (JH)	46

Nombre de mesures sur site FM	20
Formation autres ATA (nombre de jours)	0
Radios pirates (JH)	7
ANFR Points Hauts	8

IV. Relations extérieures et communication

La secrétaire générale et l'attaché technique sont allés sur le terrain à la rencontre de plusieurs radios locales. La secrétaire générale a également reçu au comité plusieurs opérateurs.

Elle a également rencontré trois conseillères de la DRAC de Rennes sur la thématique de l'EMI en septembre 2022.

Enfin, le CTA de Rennes dispose d'un compte Twitter depuis le 22 novembre 2016, animé par la secrétaire générale, qui lui permet de communiquer sur l'actualité audiovisuelle principalement dans les 7 départements de son ressort, mais également au niveau national en se faisant le relais de l'activité de l'ARCOM, ainsi que de relayer les actions d'éducation aux médias et à l'information. Ce compte Twitter est actuellement suivi par 748 abonnés.

V. Moyens matériels du comité

A. Locaux

Pas de changement.

B. Informatique et télécom

L'assistante du comité, dotée depuis fin septembre 2020 d'un ordinateur portable en remplacement de son PC fixe, est en mesure, si besoin, de bénéficier du télétravail.

C. Matériels de contrôle

Il n'y a pas de changement par rapport à l'année dernière.

D. Véhicule

Le véhicule de l'attaché technique a été changé au troisième trimestre 2021, remplacé par une voiture hybride dotée d'un autoradio DAB+.

VI. Bilan, propositions, perspectives

A- Bilan

Radios :

Les radios du ressort du CTA de Rennes ont plutôt bien rebondi suite à l'onde de choc causée par la crise sanitaire, qui les a fragilisées en 2020 et 2021.

La plupart des radios associatives ont bien résisté, malgré pour les plus actives des pertes de chiffres d'affaires liées à l'impossibilité de mettre en place des ateliers radios, et à la baisse des MIG et MIC et des recettes issues d'appels à projet qui n'ont pu se tenir. Néanmoins, la demande d'ateliers radio et d'éducation aux médias reste extrêmement forte et cette activité a pu reprendre courant 2021, et s'est renforcée en 2022.

Les radios locales commerciales indépendantes ont également pour la plupart bien résisté, bien qu'elles aient subi des pertes importantes en 2020 et 2021 en raison d'une demande publicitaire en baisse. L'aide financière exceptionnelle du gouvernement (200 € par site de diffusion) a été accueillie avec soulagement. Certaines radios ont commencé ou continué à tenter de diversifier leurs ressources, en exploitant notamment le digital et pour certaines les prestations vidéo, mais toutes sont inquiètes quant à leur modèle économique reposant majoritairement sur la publicité, et à la concurrence des plateformes musicales de streaming sur IP.

Télévisions locales

Les télévisions locales présentes dans le ressort du CTA de Rennes sont plutôt bien implantées dans leurs territoires, la majorité étant bien soutenues par les collectivités locales. En Bretagne, les trois chaînes coopèrent entre elles, notamment par le biais d'un COM Bretagne innovant et ambitieux qui soutient toute la filière audiovisuelle de la région.

Des changements capitalistiques ont été demandés au régulateur durant l'année 2022 par trois chaînes : Télénantes, TLC et Angers Télé (voir le paragraphe 2-D ci-dessous). Ils résultent de logiques très différentes (besoin d'investisseurs sérieux pour renforcer l'information pour Télénantes, projet avorté de départ à la retraite du gérant actionnaire pour TLC, abandon d'une chaîne considérée comme non prioritaire pour son actionnaire propriétaire par ailleurs d'un club de foot pour Angers Télé).

TV Vendée et TVR35 continuent de leur côté à être bien soutenues par les collectivités locales, malgré la crise économique actuelle. En revanche, Tébésud connaît de très grandes difficultés financières suite au désengagement des collectivités locales du Morbihan et le groupe du Télégramme s'interroge sur l'avenir de la chaîne à court et moyen terme.

B- Perspectives

A l'issue de l'appel aux candidatures en DAB+ lancé le 24 juillet 2019, dont les multiplexes étendus couvriront les quatre départements bretons et le département du Maine-et-Loire, l'ensemble du territoire du ressort du comité sera couvert par le DAB+, ainsi que les grandes agglomérations principales (Nantes, Saint-Nazaire, Rennes, Brest et Angers).

L'appel DAB+ multizones n°9 lancé le 27 juillet 2022 par l'Arcom va permettre de densifier cette couverture DAB+ et de couvrir les villes principales de taille moyenne de la région Bretagne, soit Lorient, Vannes, Quimper, Morlaix, Ploërmel, Saint-Brieuc et Vitré. Certains des allotissements dans cet appel ont fait l'objet de redécoupages à la suite des observations faites par les acteurs locaux dans le cadre d'une consultation publique, afin de mieux tenir compte des logiques économiques, de mobilité et de Pays. Ces nouveaux découpages validés par l'Arcom feront apparaître une difficulté pour les acteurs associatifs locaux, reposant sur la taille importante des allotissements nécessitant au moins deux voir plus d'émetteurs et engendrant ainsi des coûts de diffusion importants que ces radios devront anticiper et financer.

Par ailleurs, l'appel FM général du 24 novembre 2020 va permettre, outre le renouvellement de très nombreux opérateurs actuellement autorisés, l'arrivée en 2023 de 37 nouveaux programmes dans 20 zones du comité, renforçant ainsi le pluralisme et la diversité des programmes en Bretagne et Pays de la Loire.


Le 22 mars 2023,

La Secrétaire générale,



Valérie POUBLAN

Le Président


Eric Kolbert